

PROCHE-ORIENT : LA PEUR DE LA PAIX

Après une étape parisienne, Yasser Arafat poursuit la course d'obstacles entreprise depuis plusieurs dizaines d'années, pour faire reconnaître le droit d'un peuple à sa liberté et à son sol. Rien n'aura manqué sur ce parcours : la violence, le désespoir, l'indifférence internationale, les fausses solidarités, les concours calculés au plus juste. La détresse d'une peuple rencontre toujours les intérêts tout disposés à exploiter celle-ci. Au Proche-Orient, les superpuissances n'ont pas manqué de le démontrer, dans leurs rivalités ou leurs connivences. Thème favori pour manifester l'unité arabe, la cause palestinienne n'en aura guère, jusqu'ici, recueilli le bénéfice. Comme si un peuple, grand ou petit, était toujours seul à porter son destin, quoi qu'il advienne. Celui-ci en a fait l'expérience, de la plus amère façon. Né dans l'épreuve, dans la lutte contre l'oubli, il aura forgé une résolution qui s'impose aujourd'hui.

Car, à la fin des fins, il faudra bien entendre les Palestiniens, après la tentative de les ensevelir sous le silence, et leur donner une place, dans les discours déjà, mais aussi là où ils se tiennent comme là où ils se sont tenus. Evidemment, s'ils n'existaient pas, comme je serais plus tranquille, soupire ce qu'on appelle la communauté des nations. Et il lui arrive

d'y croire : la paix sans Arméniens, Kurdes, peuple de Timor, Tibétains, peuples baltes et bien d'autres qui ne se résignent pas à mourir convenablement, c'est-à-dire en silence ! Ce serait idéal...

Arafat est, lui, éloquent, pour tout son peuple. Il a même la langue bien pendue. On vient de le constater à Paris. Mais on l'avait constaté à Alger, à l'automne dernier, quand, tirant les leçons des luttes dramatiques poursuivies depuis quarante ans, il a retourné son dispositif, modifié sa dialectique, emporté l'adhésion de ses soutiens, endigué son opposition. « Le temps de la paix n'est-il pas venu ? », interroge-t-il. Celle que l'on fait avec l'ennemi d'aujourd'hui. « Qui a peur de la paix ? », continue-t-il. « Moi, non, et je le prouve ! », lance-t-il, à la cantonade. Aux Américains : « Pour me fréquenter, vous avez posé des conditions. Voilà que j'y satisfais. Fréquentons-nous donc ! » A la communauté internationale : « Il n'est que temps d'appliquer les résolutions des Nations unies, vos résolutions, au bénéfice commun d'Israël et de la Palestine. » A Israël : « Je ne te nie plus, mais ne me nie pas non plus ! A partir de cela, tout est possible ! »

Voilà bien des années que les Présidents français ont tenu aux Palestiniens, et particulièrement à Yasser Arafat, un discours constant : « Israël existe, et nous garantissons cette existence. Si vous acceptez cela, vous existerez et nous vous assurerons la même garantie. » C'est cela que répète le dernier représentant en date, M. François Mitterrand. Ni plus, ni moins, mais c'est considérable. Et davantage encore, dès lors que le chef palestinien, au milieu de ces difficultés multiples, a choisi de répondre à ce discours, de plus en plus clairement. « Mais c'est ambigu, c'est mensonger, ce n'est pas sincère ! », entend-on dire. A quelles conditions n'en serait-ce plus ainsi ? Ces conditions, il faut avoir le courage de les définir et de s'y tenir. Sauf à donner à l'opinion internationale, qui s'est beaucoup modifiée, le sentiment que les paroles vraies et émouvantes seraient plutôt celles de M. Arafat. La situation des Palestiniens, dans leurs territoires occupés par Israël, dramatiquement soulignée par la « révolte des pierres », et qui n'a pas été occultée, participe désormais à la revue quotidienne des misères humaines dressées par les médias.

Après des années d'immobilisme, le dossier international de la Palestine a été rouvert. A la suite du changement de pied des dirigeants palestiniens. L'ère de la mutation s'est ainsi, peut-être, ouverte. Bien sûr, il n'y a aucune unanimité pour que celle-ci produise ses effets, rapidement ou en prenant son temps. Ainsi, qui pourrait prétendre qu'un consensus arabe accompagne ce changement ? Deux assassinats, au Liban, d'hommes de M. Arafat ont ponctué la visite de celui-ci à Paris. « J'ai bien reçu le message », a-t-il commenté sobrement et avec une ironie amère. Trop d'hommes d'État arabes ont utilisé, depuis très longtemps, l'affaire palestinienne pour leur propres fins, personnelles ou étatiques, pour se priver, du jour au lendemain, d'un pareil moyen. De la même façon, la tâche du gouvernement israélien se complique, dès lors que M. Arafat se transforme en apôtre de la paix, au moment où l'opinion publique israélienne est divisée sur la conduite à tenir : vis-à-vis de cette insistante colombe et vis-à-vis des choix à long terme de l'État israélien lui-même. La paix, maintenant, ne serait-elle pas l'avenir, comme la guerre a été d'assurer hier ? On comprend que l'on puisse hésiter, douter, avoir peur. Surtout si l'on se convainc que, de l'homme et de l'histoire que celui-ci va bâtir, le pire est plus certain que le mieux. Même cette belle phrase, lue hier dans un journal, sous la plume d'une journaliste israélienne, aura du mal à cheminer dans tous les esprits : « *Il n'y aura pas de "normalité" israélienne sans "normalité" palestinienne : notre survie dépend de la survie des Palestiniens.* » Un peuple, si mal traité, ne trouvera pourtant pas sa paix en en piétinant un autre.

Maintenant, les flonflons et les couacs parisiens se sont apaisés. La visite d'Arafat à Mitterrand appartient désormais au passé. Elle a eu lieu, et il ne sert à rien de vaticiner sur les intentions, l'opportunité, voire les résultats et surtout de s'enfoncer dans un débat politique jusqu'aux ides de juin. Cette visite a été une étape dans un parcours commencé

sur le thème de la modification. Celle-ci se serait-elle manifestée plus tôt que M. Giscard d'Estaing, Président, aurait reçu M. Arafat, on ne peut en douter. On mesure mieux ainsi l'importance des six derniers mois et de ceux qui vont suivre. En accueillant Arafat, la France s'est-elle réinsérée dans le jeu international au Proche-Orient, au moment où les États-Unis, une fois encore, prétendent y mener le jeu ? Il serait assez puéril de ramener à cela notre action diplomatique. A vrai dire, parce que depuis 1967 la France a maintenu peu ou prou la même politique vis-à-vis du monde arabe, elle est présente là-bas. Ce qui n'exclut pas les faux pas et ne gomme pas la difficulté. La boutade « *La meilleure manifestation de l'unité arabe est la politique de la France* » n'est qu'une boutade. Mais elle peut aussi faire réfléchir. Cette unité, depuis plus de vingt ans, nous la souhaitons, aussi imparfaite qu'elle soit.

Quelle sera maintenant la route d'Arafat ? Le farfadet médiatique en keffieh va creuser son avantage et son acharnement à convaincre les foules (pour peser sur leurs responsables) est tel qu'il va s'attaquer au plus dur morceau : l'incompréhension américaine, toujours prête — sur tous sujets — à fondre comme un morceau de sucre. Et l'autre citadelle, dont il connaît mieux les souterrains, mais si redoutable, est celle du monde arabe. Il lui faudra toute l'obstination dont il a donné tant de preuves, tout le magnétisme aussi qu'il exerce sur ses auditoires, toute l'espérance qu'il porte — celle des humiliés et des abandonnés — pour porter à bout de bras, jusqu'au donjon, leur destin et celui d'une paix au Proche-Orient. On l'interrogeait, à Paris, sur ses rapports avec la Syrie. Ils ne sont pas excellents, pardonnez la litote ! « Vous savez, dans nos pays de sable, a-t-il répondu, le climat change vite. Au pire peut succéder le meilleur. » Espérons qu'il en sera ainsi sur la route des Palestiniens et des Israéliens.

Mais, au-delà des vœux, quel est le pronostic ? Les protagonistes peuvent évidemment chipoter à perdre haleine. C'est d'ailleurs une habitude. Mais le temps presse, à la fois dans les territoires occupés et au Liban. Là-bas, le contrôle du paroxysme des populations, à la fois par ses dirigeants et par les forces de répression, est un exercice périlleux. Ici, la situation libanaise empoisonne tout le Proche-Orient. Cette contagion guette tous les États, y compris la Syrie, qui fait semblant de ne pas s'en apercevoir. L'URSS, sans doute, devrait lui ouvrir les yeux. D'autant que l'(encore) super-puissance de l'Est a tout intérêt à ce que son partenaire favori de l'Ouest — les États-Unis — assume la responsabilité d'un règlement au Proche-Orient qui lui procure ainsi, à bon compte, le répit dont Gorbatchev a besoin sur ses frontières intérieures et extérieures. Eux seuls, aujourd'hui, peuvent (après s'être beaucoup découragés) s'y essayer avec quelque chance et de sérieux atouts. Ou alors, il leur faudra jeter l'éponge pour irrésolution et incompétence.